



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Autorité Environnementale Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le projet dénommé
« déplacement d'un giratoire et création d'un shunt »
sur la commune de Saint-Savin
(département de l'Isère)**

Décision n° 2018-ARA-DP-1637

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2018-362 du 5 novembre 2018 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2018-11-06-99 du 6 novembre 2018 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2018-ARA-DP-1637, déposée complète par le président du conseil départemental de l'Isère le 27 novembre 2018, et publiée sur Internet ;

Vu la saisine de la direction départementale des territoires de l'Isère en date du 6 décembre 2018,

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 10 décembre 2018;

Considérant que le projet situé sur la commune de Saint-Savin (38) permettra de fluidifier le trafic en autorisant les usagers de la RD 522 à se diriger vers l'est sans prendre le giratoire existant, et considérant que les travaux relatifs au projet consistent à :

- déplacer un giratoire,
- créer un shunt,
- démolir une voirie existante (5 041 m²),
- créer une nouvelle voirie (11 552 m²),
- créer des trottoirs à la place des accotements,
- aménager un passage inférieur (piétons/cycles) sous la RD 522,

Considérant que l'emprise du projet se situe en dehors de tout périmètre d'inventaire de type naturel et que celui-ci ne semble pas susceptible d'avoir des impacts directs sur les périmètres d'inventaires naturels situés à proximité,¹,

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 6 a du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement suivante : « construction de routes classées dans le domaine public routier de l'État, des départements, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale »,

¹Site Natura 2000 « Isle Crémieux » situé à 300 m et ZNIEFF de type 2 « Isle Crémieux et Basses-Terres situé à 200 m du projet ; un pré diagnostic écologique faune-flore du projet a été réalisé en août 2018 ;

Considérant qu'au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

DÉCIDE :

Article 1

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de déplacement de giratoire et de création d'un shunt n°2018-ARA-DP-1637 présenté par le président du conseil départemental de l'Isère, concernant la commune de Saint-Savin (38) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.
Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

20 DEC. 2018

Pour le préfet et par subdélégation,
la responsable du pôle autorité environnementale


Mireille FAUCON

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

12

12